

ELSENHANS, Hartmut, Elmar KLEINER et Joachim DREVES (dir.). *Développement, équité et extension du marché des masses. Une autre alternative, le cas algérien. L'enjeu des PME industrielles*. Paris, Publisud, 2000, 294 p.

André Joyal

Volume 33, numéro 2, 2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704418ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704418ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Joyal, A. (2002). Compte rendu de [ELSENHANS, Hartmut, Elmar KLEINER et Joachim DREVES (dir.). *Développement, équité et extension du marché des masses. Une autre alternative, le cas algérien. L'enjeu des PME industrielles*. Paris, Publisud, 2000, 294 p.] *Études internationales*, 33(2), 369–371.  
<https://doi.org/10.7202/704418ar>

compte tenu des grands objectifs du pays et des réalités locales. À partir de là, les pays sont invités à élaborer eux-mêmes leur stratégie de lutte contre la pauvreté, dans le respect de leurs valeurs culturelles.

Toutefois, le rapport précise que ces interventions suggérées dans le cadre national ne suffisent pas, comme en témoigne en effet l'expérience des années 90 qui montre la nécessité d'un cadre d'action international. Partant de ce constat, la réflexion menée dans la cinquième partie du rapport suggère qu'il faut d'une part veiller à ce que la mondialisation économique et le progrès technique profitent également aux plus démunis et d'autre part, gérer les risques d'insécurité et d'exclusion engendrés par les grandes mutations économiques. Dans cette perspective, cinq principaux domaines d'action pour lesquels le rapport fixe des objectifs. En premier lieu, il s'agit d'assurer la stabilité du système financier international et l'ouverture des marchés des pays développés aux biens et services des pays pauvres. En deuxième lieu, il faut combler le fossé numérique et cognitif, de manière à faciliter l'accès de ces populations à la technologie et à l'information. En troisième lieu, promouvoir les ressources financières et non financières, la production des biens publics internationaux, notamment dans les domaines de la santé et de la recherche agricole. En quatrième lieu, intensifier l'aide et alléger la dette, pour appuyer les programmes de lutte contre la pauvreté, dans un cadre intégré qui remettrait aux pays eux-mêmes et non aux organismes extérieurs, le soin de formuler leurs stratégies de développement, tout en assurant que les

ressources extérieures sont bien utilisées pour réduire la pauvreté. Enfin, en cinquième lieu, le rapport suggère de donner aux pays et aux personnes défavorisés la possibilité de s'exprimer dans les forums internationaux.

Bien que la remarque s'avère inutile pour les spécialistes du développement, rappelons enfin que le rapport contient les annexes statistiques habituelles dont la richesse témoigne de la diversité des critères qui interviennent dans l'appréciation du processus de développement. En lisant le rapport, le lecteur appréciera la qualité d'une analyse fournie tant sur le plan théorique que sur le plan factuel, qui lui permettra sans doute d'alimenter et d'approfondir sa réflexion, même s'il ne sera pas toujours d'accord sur certains moyens d'action issus d'approches inévitablement normatives à l'image du débat public incontestablement passionné.

Deniz AKAGÜL

*Faculté des sciences économiques et sociales  
Université de Lille 1, France*

**Développement, équité et  
extension du marché des masses.  
Une autre alternative, le cas  
algérien. L'enjeu des PME  
industrielles.**

ELSENHANS, Hartmut, Elmar KLEINER et  
Joachim DREVES (dir.). Paris, Publisud,  
2000, 294 p.

Un curieux titre pour un ouvrage non moins curieux. Les auteurs, économistes d'origine allemande, ayant chacun une bonne expérience en coopération internationale, semblent avoir écrit en français. On n'indique aucune traduction, ce qui explique parfois des tournures de

phrase inhabituelles. Disons-le tout de suite, ce volume a davantage l'apparence d'un rapport très spécialisé que d'un livre sur un sujet susceptible de répondre à la curiosité de tout lecteur intéressé par le destin tragique de ce pays qui célébrera cette année le 40<sup>e</sup> anniversaire des accords d'Évian conduisant à son indépendance.

On ne reprochera pas aux auteurs leur sérieux et leur compétence professionnelle. Ils ont fait, à n'en pas douter, un travail de façon consciencieuse, méticuleuse et respectueuse des règles de l'art propres à leur profession. Mais est-ce pour faire preuve de rigueur qu'ils ont eu recours à pas moins de 49 pages de notes très serrées ? Leur toute première ligne renvoie à une référence qui n'est nullement indispensable pour la bonne compréhension du texte. À la seizième page, par une allusion aux exportations appuyées sur les bas salaires, on en est déjà à la cinquante-cinquième note...

Même si ce n'est pas du tout évident, tant s'en faut, les auteurs annoncent vouloir approfondir dans le deuxième chapitre le concept théorique à la base de leur recherche par une discussion entourant les controverses sur les secteurs informels de la petite et moyenne industrie. Comme c'est le cas à l'intérieur des autres chapitres, on trouve plusieurs allusions à la situation d'autres pays du tiers-monde.

Le troisième chapitre tire profit cette fois d'une enquête sur la structure de la demande des ménages algériens. Le lecteur ne se voit épargner aucun détail. S'il s'intéresse à la méthodologie, il sera bien servi. Ici

comme dans la plupart des autres chapitres, on trouve de fastidieux tableaux et de pleines pages de données sur la nomenclature des produits qui auraient dû se trouver dans un appendice. Impossible de dégager une conclusion de ce chapitre car les auteurs n'ont pas jugé nécessaire d'en rédiger une.

Le quatrième chapitre, tout aussi technique, se rapporte aux fonctions de production des PME enquêtées. Oui, répétons-le, les auteurs connaissent leur métier puisqu'ils sont bel et bien parvenus, en dépit de multiples difficultés que l'on devine, à identifier la place revenant aux divers facteurs de production. Cette fois, en fin de chapitre, on trouve une synthèse des résultats dégagés, lesquels se rapportent aux facteurs susceptibles d'entraîner l'augmentation de la productivité.

Le cinquième chapitre se consacre à la prise en considération des facteurs pouvant conduire à l'essor du secteur des biens d'équipement. Dès le deuxième paragraphe, les auteurs recourent à pas moins de quatre notes en autant de lignes pour faire un rapprochement entre la situation observée et celle existant aux... Indes. En guise de conclusion, cette fois, heureusement de façon bien explicite, on peut lire que : « les données disponibles sur la qualité technique du parc des machines en Algérie démontrent qu'il n'y a pas de machines qui ne soient pas actuellement produites dans d'autres pays du tiers-monde, en dehors des pays nouvellement industrialisées » (sic). La double négation ne facilite bien sûr pas la compréhension d'une telle affirmation.

Les chapitres six et sept rassemblent une foule de données sur à la fois la consommation des ménages et les fonctions de production des entreprises. Encore une fois, un appendice pour y placer les très fastidieuses matrices de la comptabilité sociale agrégée aurait été fort utile.

Une conclusion, beaucoup plus pédagogique que l'ensemble de l'ouvrage, met en évidence les éléments favorables à une évolution vers un capitalisme à croissance auto-entretenu. À l'aide d'une 237<sup>e</sup> note, les auteurs comprennent que l'Algérie doit réorienter sa politique de développement vers l'augmentation de sa productivité agricole et de sa performance technologique. Ce qui équivaut à poser le problème sans donner de perspective de solution reconnaissent-ils en s'interrogeant sur le potentiel agricole du pays étant donné l'importance de sa population. Bien triste constat quand on sait que dans les années 60 l'Algérie était autosuffisante en biens alimentaires.

Si cet ouvrage ne présente pas une lecture aisée et stimulante, il peut néanmoins s'avérer utile pour certains spécialistes appelés à œuvrer dans le même domaine. Ne reste qu'à souhaiter, comme le font les auteurs eux-mêmes, que leurs collaborateurs algériens, n'aient pas été victimes des fous de Dieu.

André JOYAL

*Département des sciences de la gestion  
et d'économie  
Université du Québec à Trois-Rivières, Canada*

### **Negotiating NAFTA : Explaining the Outcome in Culture, Textiles, Autos and Pharmaceuticals.**

ROBERT, Maryse. *Toronto, University of Toronto Press, 2000, 298 p.*

L'ouvrage de Maryse Robert vise à expliquer les résultats des négociations commerciales entre des acteurs possédant des ressources et des atouts largement différents. Comment le Canada et le Mexique peuvent sortir « gagnants » lors de négociations avec les États-Unis, étant donné l'asymétrie entre ces pays ? Le pouvoir sectoriel des acteurs, et non pas les ressources globales d'un pays, est la variable clé pour comprendre les résultats de négociations internationales. L'auteure ajoute la variable « tactique » à cette équation : il ne s'agit pas seulement de posséder des ressources dans le secteur sujet à négociations, mais de savoir quelles stratégies seront les plus efficaces pour utiliser ces atouts de pouvoir.

Elle examine les négociations de l'ALENA dans quatre secteurs en utilisant ce cadre théorique : les secteurs culturel, du textile et du vêtement, de l'automobile et de l'industrie pharmaceutique. Chaque chapitre est clairement structuré et présenté. Elle établit premièrement qui a gagné et qui a perdu dans cette négociation sectorielle. Une victoire est définie en comparant les objectifs de départ de chacune des parties avec les résultats finaux. Ensuite, on examine les ressources de trois pays dans ce secteur et l'importance relative de ces ressources, de même que les tactiques utilisées par les négociateurs pour arriver à leurs fins. Basés sur une centaine d'entrevues avec des négociateurs et observateurs